

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE
123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

La fin du neutralisme syndical (*Amédée Dunois*). — Les tâches et la tactique des syndicats, par *Lozovsky*. — Contrôle ouvrier et Comités d'usines. — La presse communiste russe (traduction d'*Alix Guilain*).

La Fin du Neutralisme Syndical

ON s'attendait à quelque rupture éclatante, à la répétition sensationnelle de ce qui s'était vu à Tours. C'était méconnaître la distinction fondamentale que nous avons toujours faite entre les syndicats professionnels, groupements d'intérêts, et le Parti, groupement d'idées : la scission dans le Parti devient inévitable quand les fractions qui le composent n'ont plus entre elles la commune mesure de principes identiques, quand une fraction tire à hue, l'autre à dia et que la troisième — amie, comme Sosie, de tout le monde ! — croit résoudre le conflit en piétinant sur place... Mais, contrairement à l'unité socialiste, l'unité syndicale est une nécessité organique, et ne la brise pas qui veut. A preuve les efforts jusqu'ici impuissants auxquels se livrent depuis Orléans les dirigeants de la C. G. T. pour exclure en masse les syndicalistes révolutionnaires.

On pouvait croire que, le Congrès de Lille ayant ouvert les yeux des chefs confédéraux, tout projet d'exclusion était par eux abandonné. Hélas ! on était loin de compte ! ces hommes en veulent mortellement à l'unité ouvrière, qui les gêne dans le présent et qui, dans un avenir très proche, la minorité étant devenue majorité, consommera la ruine de leur politique contre-révolutionnaire. Ils ont déclaré la guerre à l'unité et ils poursuivent avec une froide résolution, l'opération divisionniste.

Il ne fait pas de doute que si, à Lille, la majorité s'était prononcée contre eux, ils n'eussent aussitôt fait scission. Le scrutin leur ayant donné l'avantage, c'est de nouveau aux exclusions qu'ils pensent. C'est en vue des exclusions qu'ils manœuvrent. La motion qu'ils sont parvenus, non sans peine, à faire voter par le Comité confédéral aboutira, si elle est exécutée,

à couper en deux toutes les organisations ouvrières, depuis le plus humble syndicat de métier jusqu'au Comité confédéral lui-même en passant par les Fédérations corporatives et les Unions départementales. Comme on comprend que, pour une telle besogne, les révolutionnaires repentis de la rue Grange-aux-Belles aient l'approbation empressée des Dulot et des Roure, fourriers du patronat capitaliste, et que la *Journée Industrielle* les regarde d'un œil si doux !

Il y aura donc désormais à la Confédération Générale du Travail une doctrine officielle à laquelle chacun devra croire — ou plus exactement, faire semblant de croire. Qui ne s'inclinera pas sera exclu. Je sais bien qu'on la nie, cette doctrine officielle : parbleu ! tout mauvais cas est niable. On déclare éperdument que les opinions continuent d'être libres, au sein de la C. G. T., que ce n'est pas à elles qu'on en a, mais seulement aux C. S. R., qui, eux troublent la discipline et empêchent toute action commune.

Il s'ensuit qu'on demeure libre d'avoir les idées qui vous plaisent, mais qu'il est défendu de s'en servir, comme d'un bélier, contre les idées, les grandes idées, des dirigeants syndicalistes du moment ! Il s'ensuit que les idées sont libres, sauf de se manifester par des actes ! Quelle grande chose, que la casuistique confédérale ! Qui aurait dit, il y a douze ans, que Jouhaux pratiquerait un jour avec tant de finesse l'art subtil du distinguo !

Mais que devient dans cette affaire, cette bonne vieille charte d'Amiens ? La motion d'Amiens se proposait un but unique : éliminer toutes les causes de friction, de désunion, de division, en proscrivant, à l'intérieur du groupement syndical, groupement d'intérêts, et non

groupement d'idées, toutes les discussions politiques ou religieuses ; tel était bien le sens de l'interprétation fameuse qui fut immédiatement donnée de la motion : le syndicalisme se suffit à lui-même ! Autrement dit : c'est en lui-même, c'est en son propre fonds que le syndicalisme doit puiser les éléments de sa pensée, les principes de son action ! Au syndicat, on ne devait être que syndicaliste.

La motion d'Amiens était une motion d'unité. Il est vrai qu'étant l'œuvre de révolutionnaires ardents, elle proclamait en passant la valeur spécifiquement révolutionnaire de l'organisation syndicale, réintroduisant ainsi au sein de cette organisation les germes de discussion qu'on en avait voulu proscrire. Seulement l'ancienne C. G. T. ne prétendit jamais avoir le droit d'exclure les non-révolutionnaires ; ni Keufer, ni Coupat, réformistes avérés, ni tant d'autres qui se bornaient à recouvrir d'un crépi révolutionnaire un réformisme très pratiquant, ne furent jamais inquiétés. L'idée que tous les prolétaires doivent être unis dans la même organisation de classe planait haut au-dessus de toutes les divergences de méthode.

Il a fallu l'ébranlement de la guerre, la corruption malvyste, la fonctionnarisation du mouvement, l'obstination des chefs à demeurer en place, pour que l'idée unitaire cessât d'inspirer les esprits. La C. G. T. d'avant-guerre avait, au nom de l'unité, banni des syndicats toutes les discussions qui lui semblaient être extra-syndicales, qui lui semblaient être extra-ouvrières. Elle n'avait pas prévu qu'un jour viendrait où son affirmation révolutionnaire d'Amiens s'entendrait imposer silence par une majorité passée au réformisme, que les organisations confédérées deviendraient le champ clos de luttes inexpiables entre révolutionnaires restés fidèles d'une part, révolutionnaires repentis et contre-révolutionnaires avoués, d'autre part. Elle déclarait ne vouloir reconnaître aucun parti politique, fût-il même socialiste ouvrier. Elle n'avait pas prévu qu'un jour viendrait où les luttes qui la déchiraient elle-même seraient la reproduction fidèle, mieux encore, le contre-coup de luttes qui, dans tous les pays, devaient déchirer le socialisme. L'unité confédérale est aujourd'hui en grand danger ; mais il y a longtemps que la neutralité syndicale, elle, n'existe plus : majoritaires socialistes et majoritaires syndicalistes n'ont cessé depuis le 4 août de se prêter aide et assistance mutuelles, — et les minoritaires ont fait de même. Encore une fois que devient la motion d'Amiens, quelle que soit l'interprétation, réformiste ou révolutionnaire, qu'on en donne ? Elle aussi a été emportée dans le cataclysme mondial.

Je ne sais si la motion qui, à quelques voix de majorité, l'a emportée au Comité confédéral

aboutira, comme ses auteurs l'espèrent, à couper irrémédiablement en deux le syndicalisme français. Monette ne paraît pas y croire. Peut-être son pronostic est-il bon, mais d'autres, dont je suis, sont moins portés à l'optimisme. Cependant, que la rupture s'accomplisse ou qu'elle soit évitée, j'ai la quasi certitude que la vieille notion du syndicalisme conçu comme *groupement d'intérêts* est une notion morte. Le syndicalisme de demain sera, qu'on le veuille ou non, un *syndicalisme d'idées*. Il sera révolutionnaire ou réformiste, intransigeant ou opportuniste, marxiste ou proudhonien, centraliste ou fédéraliste ; il sera tout ce qu'on voudra, mais il ne sera plus ce syndicalisme qui, il y a quinze ans, avait rêvé d'unir sur le terrain économique au nom, uniquement, de l'intérêt de classe, sans distinction d'idées politiques ou religieuses, les prolétaires de tout un pays. La notion du syndicalisme neutre a vécu.

Le syndicalisme ne peut plus être neutre. Dans l'immense conflit qui se prépare, il ne peut plus, comme dans le temps de sa jeunesse, se renfermer étroitement en lui-même et faire fi, superbement, de tout ce qui n'est pas lui. Ou bien, il rejoindra les réformistes de tout poil, les démocrates petits-bourgeois qui se figurent qu'on peut harmoniser les intérêts du capital et du travail et aplanir, avec un peu de bonne volonté, les antagonismes de classes ; ou bien il rejoindra les révolutionnaires qui, sur le terrain politique — c'est-à-dire non corporatif — mènent contre le Capital et contre l'Etat une lutte sans compromission ni merci.

Le syndicalisme de l'avenir subira l'attraction ou de la bourgeoisie ou du communisme. Ou bien il acceptera servilement, contre quelques plats de lentilles, la dictature du capital, ou bien, comme le parti communiste, il inscrira sur son drapeau la dictature du prolétariat. Dans l'une ou l'autre hypothèse, c'est la fin du superbe isolement d'avant 1914, et c'est la fin de la neutralité.

Je raisonne comme si l'unité confédérale devait survivre aux coups de hache et de pic qu'on lui porte de l'intérieur. Si elle devait être brisée, si une C. G. T. syndicaliste révolutionnaire s'édifiait demain en face d'une C. G. T. réformiste, je la défierais bien plus encore de se proclamer neutre. La C. G. T. réformiste s'acoquinerait au Bloc des Gauches : néo-combisme après malvysme, c'est dans l'ordre. La C. G. T. révolutionnaire ne pourrait s'appuyer que sur le parti communiste : syndicalisme révolutionnaire et communisme, ayant le même ennemi à combattre, devraient, toutes chicanes cessant, s'unir pour cette suprême bataille sous peine d'être, séparément, impuissants et vaincus.

Employons-nous dès maintenant à faire cesser les chicanes !

Amédée DUNOIS.

Les Tâches et la Tactique des Syndicats

Rapport présenté à la 4^e Séance du Congrès de l'Internationale
Syndicale Rouge, le 8 Juillet 1921

Camarades,

Les questions concernant les tâches et la tactique des syndicats sont compliquées dans chaque pays pris à part, et leur complexité devient plus grande, quand il s'agit de les définir sur le plan international.

Quel doit être le point de départ, dans la fixation de notre ligne de conduite ? De quelle façon devons-nous aborder la définition des tâches et de la tactique à l'heure actuelle ? Dans les recherches des méthodes et des moyens de lutte adéquats, nous devons prendre en considération ce fait incontestable, que nous vivons dans une époque capitaliste en décomposition, fait dont personne ne doute à l'aile gauche du mouvement international syndical du moins. Il est vrai qu'à l'aile droite du mouvement socialiste et syndical on est convaincu que la décomposition du capitalisme n'est pas réelle et qu'en général on ne peut alléger le fardeau imposé à l'humanité par la guerre que par le rétablissement complet de l'économie capitaliste ; c'est vers quoi, d'après eux, nous allons. Donc, *le point de départ du mouvement révolutionnaire syndical est le fait de la décomposition capitaliste.*

C'est pourquoi notre ligne de conduite doit dépendre de cette considération première, tout en soulignant que le degré de la décomposition n'est pas le même dans tous les pays. Ainsi, par exemple, nous voyons qu'en Tchéco-Slovaquie, en France, en Angleterre et en Amérique les symptômes de ruine sont les mêmes, mais se combinent de façon différente. Dans certains pays, le capitalisme est encore assez puissant, dans d'autres, en pressant sa chute on peut affirmer que celle-ci viendra dans un avenir prochain. Etant donnée cette diversité de conditions, il est très difficile de fixer la tactique du mouvement syndical ; d'un autre côté, nous ne devons pas perdre de vue que la bourgeoisie a su s'organiser pendant les années de guerre et de révolution, ce qui rend évidemment la définition de la tactique et des tâches du mouvement syndical sur un plan international plus difficile. Nous devons reconnaître que la bourgeoisie a su mieux s'organiser que le prolétariat et pendant ce temps elle a mieux profité des leçons de la révolution russe, que le prolétariat mondial. Les organisations contre-révolutionnaires créées par la bourgeoisie, organisations qui préparent sa jeunesse à la lutte et à l'assassinat des leaders révolutionnaires témoignent de son effort dans l'organisation de la lutte prochaine contre le prolétariat et de sa décision d'écraser impitoyablement la révolution inévitable. Les syndicats dans la période de développement pacifique

de la société poursuivaient des buts réformistes, les idées révolutionnaires ne leur servaient qu'à organiser les masses dans le but de l'amélioration des conditions du travail, mais non pas dans le but d'une lutte révolutionnaire. Il est certain qu'à l'heure actuelle aussi, l'organisation des masses doit être le but pratique des syndicats de tous les pays. Mais on se demande de quelle façon il faut les organiser, quels doivent être les mots d'ordre de ralliement, bref, de quelle façon il faut aborder ce problème dans chaque pays et quelles seront les méthodes et les moyens de lutte les mieux appropriés aux organisations données. Pour répondre à cette question il faudrait examiner de près les événements de cette période assez courte, mais très mouvementée.

Les trois types du mouvement syndical

Avant la guerre nous avons trois types dans le mouvement syndical : anglo-saxon, franco-espagnol et austro-allemand. Ces trois types d'organisations possédaient chacun leur propre tactique, leur idéologie, leur programme, leurs particularités issues des rapports économiques et sociaux, caractéristiques au pays où ils se sont développés.

Le groupe anglo-saxon était imprégné de tendances antisocialistes. Avant la guerre le mouvement syndical américain et anglais se limitait à la lutte économique quotidienne, il séparait l'économie de la politique, estimant que la politique est une chose et l'économie une autre. Cette lutte quotidienne absorbait toute l'activité du mouvement anglo-américain.

Le corporatisme, l'étroitesse de vue, la méfiance envers les ouvriers non qualifiés et toute une série de traits semblables, voilà la caractéristique de ce mouvement syndical, connu sous le nom de Trade-Unionisme.

En général le trade-unionisme reflète l'idéologie de l'aristocratie ouvrière et cette idéologie caractérise surtout le mouvement ouvrier anglais d'avant-guerre.

Le mouvement ouvrier franco-espagnol a des tendances anarcho-syndicalistes qui font opposition complète au trade-unionisme.

La lutte contre le capitalisme, contre l'Etat, contre le parlementarisme, voilà la caractéristique de ce courant. L'idée essentielle de ce mouvement est que les syndicats révolutionnaires seuls étaient capables de faire la révolution et d'édifier la nouvelle société.

Aucune autre organisation n'était capable de la faire à leur avis. Les tendances essentielles du syndicalisme révolutionnaire français ont pénétré,

dans les organisations d'autres pays, en Italie, en Amérique, etc. Cependant dans ces divers pays où les organisations syndicalistes sont peu nombreuses, ce courant ne domine pas le mouvement ouvrier à l'encontre de l'Espagne ou de la France, où il détermine la physionomie du mouvement syndical.

Ce mouvement est quelque peu utopique. Il souffre du moins des notions justes de la dépendance entre la politique et l'économie, cependant dans beaucoup de pays à côté de ces traits négatifs nous pouvons constater d'autres côtés positifs, comme par exemple la reconnaissance de la nécessité de la lutte contre le capitalisme, l'exigence de l'emploi de l'action directe, etc... Sous ce rapport le courant anarcho-syndicaliste est bien supérieur aux tendances syndicales d'autres pays.

Enfin le troisième type d'organisation syndicale est austro-allemand. Il a vu le jour sous l'influence de la social-démocratie qui pendant des décades lui a inculqué des idées réformistes social-démocrates. Les syndicats sont imprégnés de cette idéologie réformiste préconisant le passage graduel du capitalisme au socialisme. Pratiquement cela les a amenés à poursuivre l'établissement de telles circonstances où le travail aurait des rapports égaux, des droits égaux, etc..., c'est-à-dire qu'ils ont remis en avant la théorie bien connue de l'égalité du capital et du travail, sous la domination capitaliste. Le réformisme social-démocrate peut être rapproché du trade-unionisme sous ce rapport, à aussi bien qu'ici à la base de l'activité pratique il y a la lutte quotidienne. En ce qui concerne le but final du mouvement ouvrier, le réformisme aussi bien que le trade-unionisme n'envisageait la possibilité de les atteindre que dans un avenir lointain. Les questions quotidiennes : salaires, tarifs, conditions de travail, en un mot toutes les questions qui préoccupent la classe ouvrière indépendamment des problèmes de l'avenir étaient les seules capables de les intéresser. C'est pourquoi le mouvement syndical austro-allemand ne se donne pas pour but la conquête du nouveau régime socialiste ; son idée directrice était qu'on pouvait atteindre ce régime par une évolution graduelle. Il semblait croire que le capitalisme se détruirait de lui-même.

La guerre et le mouvement syndical

Il est curieux de constater que ces trois courants qui ont le mieux exprimé les différentes tendances existant au sein du mouvement syndical international, ces courants qui avaient des attitudes différentes à l'égard de l'Etat, du socialisme et du capitalisme, qui n'envisageaient pas de la même façon leurs tâches pratiques et concrètes, qui avant la guerre allaient jusqu'à se combattre à l'intérieur de leur propre pays, pendant la guerre se sont mis d'accord pour reconnaître la prédominance des intérêts nationaux sur les intérêts de classes. La guerre les a en quelque sorte conciliés, égalisés et nous avons vu que la même idéologie dominait le mouvement syndical dans tous les pays. Le syndicalisme révolutionnaire en France, le professionnalisme pur austro-allemand, le trade-unionisme anglais, n'ont plus de traits caractéristiques et distinctifs et se ressemblent comme deux gouttes d'eau. La guerre a porté à son apogée la crise que le mouvement ouvrier traversait. La guerre a montré aussi le degré de l'influence bourgeoise sur la classe ouvrière. Je pense que parmi les assistants il ne se trouvera pas un homme qui avant la guerre aurait pu croire les organisations ouvrières aussi liées avec la société capitaliste. Pas un seul théoricien ou prati-

cienn du mouvement syndical, sans exclure les théoriciens les plus radicaux, comme par exemple Kautzky, n'a vu combien étroitement le mouvement ouvrier était lié au capitalisme. Cette dépendance n'a été mise à jour avec une aveuglante clarté que pendant la guerre. C'est un fait qu'il faut comprendre et dont il faut tenir compte. Je ne parle pas évidemment des rapports étroits, bien connus de tous, qui existent entre les dirigeants du mouvement occidental et la bourgeoisie, de la trahison desdits dirigeants, etc. En tout état de cause, le fait que la bourgeoisie influence beaucoup la conscience, le sentiment, l'éducation, en un mot l'esprit même des ouvriers a été mis à nu. Et au moment où l'Etat national fut en danger, le sentiment national l'emporta sur le sentiment de classe.

C'est pendant la guerre seulement qu'on a pu observer un réveil progressif de conscience et de sentiments de classe parmi les ouvriers, cependant jusqu'à présent encore la grosse majorité de la classe prolétarienne continua à conserver les vieux préjugés bourgeois. On peut dire sans crainte d'exagérer, que *si la guerre a pu durer 4 ans, si elle a coûté si cher à l'humanité, la grosse part de responsabilité en incombe aux syndicats et à leurs dirigeants*. Ils ont été dans leur « patrie » respective les pivots et l'arme principale de la politique de guerre. La C.G.T. italienne, par exemple, les syndicats allemands, organisations de masses, et leurs dirigeants ont soutenu la guerre matériellement et moralement. Ils ont mis tout leur immense matériel au service de l'idéologie de guerre et de là proviennent les discordes qui ne sont pas apaisées jusqu'à présent. Ce lourd héritage de la guerre, pendant laquelle les syndicats furent un instrument de la politique impérialiste ne peut être liquidé que lentement dans la période d'après-guerre.

Nous devons souligner qu'un trait caractéristique de cette période est la croissance continue du mouvement syndical dans tous les pays. On n'a jamais pu observer dans l'histoire une telle recrudescence d'inscriptions des ouvriers dans les organisations de masse. Vous savez que le mouvement syndical est très jeune, à le considérer dans l'évolution historique de l'humanité. Il a vu jour grâce à la croissance du capitalisme. L'organisation trade-unionisme remonte à 1760. L'afflux des ouvriers dans les syndicats s'explique par le fait que la guerre a bouleversé la vie normale et qu'après la guerre le chômage et les conflits sociaux continus ont fait comprendre aux ouvriers leur impuissance individuelle. C'est pourquoi d'un côté ce fait réveillait leur conscience de classe et d'un autre côté les poussait dans les organisations où ils voulaient trouver la réponse aux questions qui les agitaient.

On peut juger de la croissance des organisations ouvrières de masses, par la simple constatation qu'à la veille de la guerre, 9.500.000 ouvriers seulement étaient organisés et qu'à l'heure actuelle ils sont plus de 40.000.000. Chose à noter. La croissance du mouvement ouvrier ne s'observe pas seulement dans les pays européens, mais aussi dans les pays de l'Extrême-Orient : Chine, Japon, etc... En un mot il n'y a pas un pays où les ouvriers ne se soient groupés, n'aient créé leurs syndicats et ne se soient sentis solidaires du mouvement syndical mondial. Dans certains pays la croissance du mouvement syndical est sans exagérer gigantesque : ainsi, par exemple, en Allemagne, à l'heure actuelle, il y a 13.000.000 de syndiqués, ce qui représente un chiffre formidable — 65 % de toute la population laborieuse.

L'Opposition syndicale française et la charte d'Amiens

Quant aux autres pays, nous constatons qu'en France la faillite du mouvement syndical ouvrier ou pour mieux dire l'abîme où est roulé le mouvement syndical français est de beaucoup plus profond que celui qui se creusait en Angleterre et en Amérique, car Gompers et ses partisans sont restés ce qu'ils étaient avant.

Avant la guerre la C.G.T. en France était antimilitariste et anti-étatiste, mais sa faillite, ainsi que la trahison de ses dirigeants, n'a pas manqué de faire naître une protestation après la guerre. Une opposition se créa au sein même de la C. G. T. et organisa un comité des syndicalistes révolutionnaires, groupant tous les mécontents de la politique de guerre, cependant cette opposition n'était pas unie; trois tendances y ont vu jour : anarcho-syndicaliste, syndicaliste pure et syndicaliste communiste ; on peut dire qu'à la base de la constitution de l'opposition était la reconnaissance de ce qu'on appelle « la Charte d'Amiens » en tant que programme capable de résumer le sens même de l'activité syndicale. On peut affirmer que le mot d'ordre de cette opposition est « retournons à la Charte d'Amiens », or, qu'est-ce donc que la Charte d'Amiens ? En 1906, au Congrès Syndical d'Amiens, la fraction révolutionnaire a adopté une résolution où il était dit que le mouvement syndical en France doit être autonome et indépendant de tout groupement politique, que tout syndiqué tout en ayant entière liberté d'adopter les opinions politiques à sa guise, était tenu à ne point en faire la propagande au sein des syndicats. Quant à l'attitude envers les partis politiques, il est dit, que le mouvement syndical français n'a rien de commun avec d'autres organisations ou école philosophique quelle qu'elle soit.

Voici en gros le sens et l'idéologie de la Charte d'Amiens. Le mot d'ordre « retournons à la Charte d'Amiens » est incontestablement réactionnaire dans les conjonctures actuelles, par le fait seul que c'est le mot d'ordre de tous les dirigeants du mouvement syndical quelle que soit la tendance à laquelle ils appartiennent. Toutes les résolutions indistinctement, commencent d'habitude par l'évocation de la Charte d'Amiens. *Cela seul devrait montrer à nos camarades français que cette Charte est très élastique.* D'un autre côté il faut se demander si la Charte d'Amiens épuise toutes les questions qui se posent devant nous à l'heure actuelle. Dans l'intervalle de 1906-1921 il y a eu quelques événements importants, comme par exemple la guerre mondiale, la révolution sociale, la faillite du régime capitaliste, etc. *Le monde est bouleversé, seule la Charte d'Amiens reste immuable.* Il faut combattre de telles notions sur les tâches des syndicats, car il y a là un danger. Que signifie, en effet, le mot d'ordre d'autonomie et d'indépendance qui est le pivot du mouvement syndical français ? En lisant la résolution adoptée au Congrès d'Amiens et la dernière déclaration des syndicalistes révolutionnaires français, nous voyons que la même idée domine les deux textes : *le syndicalisme français est « autonome » et indépendant,* voilà l'idée qui dirige toute l'activité des minoritaires français de la C.G.T. En quoi consiste donc l'autonomie, en quoi consiste l'indépendance ? Autonomie par rapport à quoi, indépendance par rapport à quoi ? Quelle est leur essence ? L'adaptation de cette manière de voir est basée sur le fait que le prolétariat dans son ensemble se mêle des chefs politiques et en général des partis politiques. Du point de vue des syndicalistes, le parti peut grouper tous les ci-

toyens, cependant que les syndicats sont des organisations purement ouvrières, des groupements industriels. C'est pourquoi les syndicats seuls, d'après eux, peuvent réellement avoir des buts révolutionnaires, de même que seuls ils pourront créer la nouvelle idéologie. Ce vieux courant tend à disparaître, cependant il y a encore beaucoup de militants syndicalistes qu'il entraîne.

Syndicalisme et Communisme

Cette théorie d'autonomie et d'indépendance doit être condamnée par notre Congrès. Que condamnons-nous ? Lorsqu'on nous dit que le mouvement syndical doit être indépendant de l'Etat bourgeois, nous sommes d'accord. Mais du moment qu'on se réclame de son indépendance par rapport au Parti Communiste, nous protestons d'une façon des plus énergiques. En effet le Parti Communiste tend au communisme et d'un autre côté les syndicalistes se réclament du même idéal, ou moins ils le disent. De telle sorte nous sommes en présence de deux lignes parallèles qui ne peuvent pas se rencontrer selon les lois de la géométrie ; comment se rencontreront-elles donc si toutes les deux elles tendent au communisme ? Cependant, cette rencontre doit avoir lieu, en d'autres termes il ne peut pas y avoir de parallélisme. Donc il faut bannir les notions de l'indépendance du mouvement syndical à l'égard des partis communistes. Si en réalité le but des syndicalistes est de réaliser le communisme, il est absurde de justifier cette indépendance. Lorsque j'ai eu l'occasion de causer avec les représentants des organisations françaises, je disais aux syndicalistes français : admettons même que le syndicalisme et le communisme aient deux lignes parallèles, mais ne s'ensuit-il pas la nécessité de jeter un pont entre elles ? A quoi ils répondent : « quant au pont nous sommes d'accord ». Je réplique : « mais quel pont — un pont de fer ? » A quoi ils répondent : « non, une simple planche suffira ». Je dis : « mais la planche pourrait se briser quand vous voudrez l'utiliser ». « C'est exact », répondent-ils, « mais nous sommes contre un pont de fer, parce qu'il nous enchaînera l'un à l'autre ».

Cette méfiance à l'égard du communisme, à l'égard du parti politique, provient indiscutablement d'une notion erronée des problèmes généraux des classes et de la corrélation des forces dans la société contemporaine. Donc, la particularité des organisations syndicalistes consiste en ce qu'elles ramènent toute la politique à la cuisine parlementaire et aux bavardages inutiles du parlement. Cependant la politique est une concentration de l'économie et elle est nécessaire pour la lutte de classe ; du reste, d'une façon générale toute lutte de classe est une lutte politique. Mais tous ne s'en rendent pas compte. Lorsqu'à une séance du Comité Exécutif, si je ne me trompe, j'ai posé aux camarades syndicalistes la question suivante : « Dites-moi, la grève des mineurs anglais, est-ce une lutte économique ou politique ? » ils ont été très embarrassés. Ainsi par exemple, en Amérique, nos camarades ne se rendent pas compte qu'en luttant contre le système capitaliste ils luttent en réalité sur le terrain politique. La politique est une lutte de classe qui oppose la classe ouvrière à l'Etat bourgeois et à toutes les institutions créées par ce dernier. Il faut souligner que ces remarques se rapportent aussi à la France et que le jeu avec la Charte d'Amiens peut amener des conséquences funestes. J'ai déjà dit qu'au sein de l'opposition syndicaliste française nous avons trois tendances : anarcho-syndicaliste, syndicaliste pure et communiste. Les anarchistes sont

contre la politique en général parce que la politique pour eux c'est la bête de l'Apocalypse, créée par la nature ou par le Maître Souverain afin d'écraser les « petites gens ». C'est pourquoi ils écrivent le mot « politique » avec une majuscule et ne veulent pas en entendre parler. La mauvaise volonté, l'inaptitude à comprendre les tâches primordiales posées au communisme à l'heure actuelle sont à la base de cette attitude. Pour les organisations qui comprennent ces tâches, qui acceptent la dictature du prolétariat comme base de leur activité, cette question n'est pas simple et ne pourrait pas être résolue à brûle-pourpoint. Mais autant qu'elles adoptent le point de vue de l'indépendance, elles peuvent parfaitement trouver un terrain d'entente avec la majorité de la C.G.T.

Sur la base de la Charte d'Amiens, elles sont capables de se montrer hostiles envers les communistes en leur disant : « nous ne voulons rien avoir de commun avec vous, car nous désirons être indépendants ». J'ai déjà rapporté au Congrès un exemple tiré du passé concernant l'unification de deux groupes ennemis sur le terrain d'un programme ancien. A Braunschweig, le gouvernement était composé de deux indépendants et de trois scheidemaniens et lorsque la question de la plateforme que le gouvernement devait adopter se posa, les deux partis se sont mis d'accord pour adopter le programme d'Erfurt écrit en 1891. J'ai peur de voir la Charte d'Amiens jouer le rôle du programme d'Erfurt à Braunschweig. La conclusion de tout cela ne peut être qu'une : il faudrait proposer à nos camarades français de rédiger un nouveau programme à la place de la charte surannée. Elle a été bonne dans son temps, mais son rôle est joué, elle est morte à présent, qu'on l'enterre donc. A l'heure actuelle un nouveau programme, capable de résister les formes, les méthodes et les moyens de lutte appropriés à la situation d'à présent, est nécessaire. C'est un devoir de le dire nettement aux camarades français.

Conquête ou destruction des organisations syndicales

Passons à l'Allemagne. Ici la situation est beaucoup plus compliquée qu'en France, parce que le mouvement syndicaliste français n'a jamais été aussi puissant et aussi bien organisé que le mouvement allemand. En Allemagne nous avons des vieux syndicats avec leur vieille bureaucratie syndicale. C'est une énorme machine. Elle englobe une quantité formidable d'ouvriers et les conduit par les chemins battus. Là-bas, dans les syndicats libres, seulement, il y a dix millions de syndiqués, les syndicats catholiques-paysans ont deux millions de syndiqués, etc. Bref, nous voyons treize millions d'ouvriers organisés dans les syndicats, de ce nombre 10 millions dans les syndicats libres. A côté de cela, il s'est créé un petit groupe de 250.000 hommes qui ont quitté les vieilles organisations syndicales, les qualifiant de « contre-révolutionnaires » ; ils prétendent qu'il ne pourra pas y avoir de révolution en Allemagne, sans que les anciennes organisations syndicales ne soient détruites. Cette idéologie qui préconise la destruction des syndicats caractérise le Parti Communiste de gauche de l'Allemagne. Mais que signifie détruire les syndicats ? Si l'on se rapporte à la littérature que nous possédons à ce sujet (je ne pourrai même pas la citer, car cela demanderait plusieurs heures) on peut établir facilement que toute l'argumentation se ramène à ceci : les anciennes organisations syndicales sont des organisations contre-révolutionnaires parce qu'elles ont écrasé la révolution.

Elles prenaient part à toutes les représailles, elles faisaient tout pour étouffer le mouvement révolutionnaire. Il est impossible de conquérir ces syndicats, car la bureaucratie y est trop puissante et trop tenace. Aussi faut-il procéder à la scission et à la création d'une organisation indépendante, formée uniquement des révolutionnaires, qui devra grouper autour d'elle les masses et les entraîner dans le mouvement révolutionnaire. Mais l'assertion que les syndicats restèrent à jamais contre-révolutionnaires et qu'on ne peut espérer de les conquérir est théoriquement fautive ; puisque les syndicats sont le reflet de la classe ouvrière. Et si l'on convenait que 10.000.000 d'ouvriers restèrent toujours contre-révolutionnaires il faudrait reconnaître par là même l'impossibilité de la révolution en Allemagne. S'il est impossible de conquérir ces dix millions d'ouvriers, il est superflu de discuter les questions syndicales. Mais si on admet le développement de la révolution en Allemagne — cela ne verra-t-il pas dire que la classe ouvrière dans sa totalité suit la voie de la révolution ? Ce n'est pas la bureaucratie syndicale, ceux qui sont au sommet du mouvement, les mille fonctionnaires syndicaux, qui feront la révolution. La révolution peut se passer des fonctionnaires, mais cent mille révolutionnaires ne feront rien sans l'appui de la classe ouvrière. Etant donnée la situation actuelle, ce mot d'ordre est non seulement dangereux, il est contre-révolutionnaire. En réalité nous disons aux ouvriers : « A bas les syndicats ». Mais la classe ouvrière a perdu des dizaines d'années à construire ses syndicats et ils lui ont rendu parfois des services, il existe un lien entre l'ouvrier et le syndicat et l'ouvrier considère le syndicat comme son foyer et il s'oppose à notre mot d'ordre : « A bas les syndicats ». Les masses ouvrières ont créé les syndicats et elles ne veulent point participer à leur destruction.

Notre tâche n'est pas d'arracher aux syndicats les meilleurs éléments et de les organiser à part ; le problème doit être résolu dans ce sens que les éléments militants pénétrés d'esprit révolutionnaire et d'abnégation doivent au contraire être conservés à l'intérieur des syndicats pour y exercer leur activité. Les éléments qui sauront diriger la conscience des masses et maîtriser leurs sentiments seront les seuls maîtres des syndicats. Plus la révolution se développe en Allemagne, plus la classe ouvrière est entraînée dans la lutte révolutionnaire, plus la théorie préconisant la « destruction des anciens syndicats » devient dangereuse pour le mouvement révolutionnaire en Allemagne. La vie même a prouvé l'inefficacité et l'absurdité de cette théorie. Les syndicalistes révolutionnaires français viennent de déclarer formellement leur décision de rester à l'intérieur de la C.G.T. et ils ont derrière eux près de la moitié des syndicats. En Allemagne même notre point de vue est partagé par 20.000.000 d'ancien syndiqués. Toute une série de conférences locales et de sections locales se prononcent contre la politique d'Amsterdam, contre la politique de leur centre, se prononcent pour la nécessité d'adhérer à Moscou. Ces faits montrent qu'à l'intérieur des vieilles organisations nous conquérons la masse, ces faits sont la meilleure preuve de la stupidité, de l'abstraction scholastique de la théorie de « la destruction des syndicats ». Les organisations qui avancent des mots d'ordre sont condamnées à rester toujours malgré leurs bonnes intentions en arrière du mouvement syndical et nos camarades d'Amérique avec leurs petites organisations ne feront pas la révolution tant qu'ils n'auront pas avec eux toute la masse ouvrière.

En Allemagne la situation se complique par le

fait que la bureaucratie syndicale n'est nullement disposée à attendre que les communistes révolutionnaires s'emparent des syndicats. Cette bureaucratie s'est mise tout de suite à éliminer des fédérations les syndicats révolutionnaires. Ainsi on peut observer que les révolutionnaires ardents et les fonctionnaires syndicaux disent la même chose : « communistes révolutionnaires — hors des syndicats ». Le seul fait de cette coïncidence prouve que les camarades qui prêchent la sortie des syndicats ont non seulement le cœur ardent, mais malheureusement aussi des têtes chaudes ; la bureaucratie syndicale chasse des syndicats les éléments révolutionnaires parce que ces derniers présentent à l'intérieur des organisations un ferment révolutionnaire, demandant énergiquement de renoncer à l'esprit corporatif. A l'heure actuelle un grand nombre d'ouvriers, environ 50.000, sont déjà exclus parmi lesquels la section de Chemnitz des ouvriers du bâtiment, la section de Stuttgart, etc. C'est le commencement d'une campagne organisée par l'Internationale d'Amsterdam afin de chasser des syndicats la partie révolutionnaire des ouvriers ; il faut s'opposer par tous les moyens à cette campagne, il faut dire : c'est parce qu'on nous chasse que nous ne voulons pas nous en aller, autrement ce serait faire le jeu de nos adversaires. Car, que poursuivent-ils en chassant 50.000 ouvriers ? Ils chassent la meilleure partie tout en gardant la masse des ouvriers révolutionnaires. En Allemagne après les exclusions — un million et demi est encore resté et ils ne les exclueront pas. Dans six mois nous serons trois millions et il sera encore plus difficile de nous exclure, et quand nous serons cinq millions ce sera peut-être nous qui excluerons les réformistes.

Nous n'affirmons point que le syndicat doit rester uni pour toujours. Nous abordons ces questions non pas dans un esprit de fétichisme religieux ; ce n'est pas l'habitude des communistes marxistes, c'est pour nous une question pratique, une question de conformité avec notre but. Nous disons : de même que le mot d'ordre d'union à tout prix n'est pas bon et obligatoire dans tous les cas, de même la scission coûte que coûte ne peut pas être notre mot d'ordre. Dans chaque pays — cela dépend des conditions — on peut être pour ou contre la scission, en Allemagne en particulier, c'est insensé d'être pour la scission et la sortie des syndicats parce que ce serait faire le jeu de la bureaucratie syndicale.

Le mouvement syndical anglais

Il me faut m'arrêter encore brièvement sur trois pays : sur l'Angleterre, l'Amérique, l'Italie. Certainement le développement du mouvement syndical de la Grande-Bretagne pendant les dernières années est très curieux. On peut dire sans exagération que pendant ce temps le mouvement syndical anglais a fait un grand pas en avant plus grand que le mouvement syndical de tout autre pays d'occident. Avant la guerre il était essentiellement et profondément trade-unioniste, c'est-à-dire profondément réformiste. Il était lié par toutes ses racines avec l'Etat bourgeois et l'esprit de corporatisme étroit en était le trait caractéristique.

Et tous ces préjugés traditionnels du trade-unionisme britannique sont en train de disparaître sous nos yeux, emportés par la tempête déchaînée par les grèves et les conflits sociaux tels qu'aucun pays n'en a vu de pareils jusqu'à présent. Nulle part ailleurs on n'a vu de grèves aussi formidables qu'en Angleterre : comme par exemple celle des mineurs qui a duré quatorze semaines et à laquelle 1.200.000 ouvriers ont pris part.

Nous avons parfaitement le droit de dire que le

mouvement ouvrier britannique a fait un pas en avant énorme, non seulement par rapport à la période d'avant-guerre, mais aussi en comparaison avec le mouvement syndical allemand et français ; il est évident que cette affirmation est relative et non absolue. Je tiens compte de ce qu'a été le mouvement syndical dans ce pays dans le passé et ce n'est que de ce point de vue que je l'apprécie. Encore en 1916-17 nous avons vu surgir le mouvement pour la constitution des comités d'usines et de fabriques, qui à ses débuts se développa très rapidement, s'amplifia et prit une envergure considérable. Par la suite et à l'heure actuelle, son influence est infime, cependant que dans les vieux syndicats s'effectue un changement énorme et très significatif dans la psychologie et dans l'attitude des ouvriers. Loin de moi l'idée d'affirmer que la masse ouvrière anglaise a passé d'un seul coup du côté de la 3^e Internationale, qu'elle est communiste, etc. Les ouvriers anglais ont un esprit pratique, ils sont capables (du moins nombre d'entre eux) de faire la grève pendant trois mois, sans même se rendre le moindre compte du tort formidable qu'ils causent à la classe bourgeoise. C'est là une particularité de la mentalité anglaise et il faut la comprendre. C'est d'ailleurs pourquoi leur lutte actuelle n'est pas encore une lutte consciente contre le capitalisme et la domination bourgeoise, elle n'est qu'un indice de la crise prochaine en Angleterre, qui tracera finalement la voie au mouvement ouvrier anglais ultérieur. Les côtés négatifs du mouvement syndical anglais et en particulier de l'activité de nos partisans, consistent en ce fait que leur action est menée pour le moment en dehors des syndicats, ce n'est pas au sein des syndicats que surgissent des groupes d'opposition, mais c'est d'en haut qu'ils s'organisent. Cette tactique est erronée, elle ne saurait pas créer un vrai mouvement révolutionnaire de masse poursuivant les mêmes buts et ayant une même tactique.

Sous ce rapport la tâche des éléments révolutionnaires anglais déjà assez nombreux, consiste à s'infiltrer organiquement dans les syndicats mêmes.

Le camarade Tom Mann affirmait dans son discours, à l'ouverture du Congrès et pendant la discussion sur le compte rendu du C.I.S.O., que dans le syndicat des métallurgistes on compte environ 20 % d'ouvriers qui ont rompu avec l'ancienne idéologie. C'est déjà beaucoup. Or, le camarade Mann a omis de dire une chose qui valait la peine d'être dite, celle que ces 20 % d'ouvriers ne sont pas unis, ne sont pas soudés au point de vue de l'organisation, leurs idées ne sont pas nettement formulées, et en Angleterre à ce point de vue tout reste à faire. Ce travail n'est qu'à son début, et nos camarades anglais seront obligés dans l'œuvre de création des noyaux, au sein des syndicats, dans l'œuvre de leur groupement et dans celle de l'organisation des centres à l'intérieur des syndicats, de remettre tout le travail sur le chantier, parce que jusqu'à présent presque rien n'a été accompli, malgré que les conditions soient objectivement favorables. Au moment de la grève des mineurs, je demandais aux camarades : « Qu'avez-vous fait pendant cette grève, vous autres représentants des noyaux communistes révolutionnaires, de quelle manière avez-vous utilisé la grève pour intensifier la propagande, pour inculquer nos principes aux grandes masses, qu'avez-vous fait pour attirer tous les grévistes sous notre drapeau ? » Le mineur anglais n'est pas entré dans la lutte pour défendre les principes de la 3^e Internationale, mais bien pour empêcher la baisse des salaires et pour soutenir les ouvriers mal payés dans leur revendication de contrats plus

avantageux et le contrôle sur la répartition des bénéfices patronaux. Mais cette lutte est devenue tellement aiguë, qu'elle a bientôt fait se dresser les ouvriers contre l'Etat et contre la société, et il aurait fallu profiter de la situation créée pour démontrer aux ouvriers l'impossibilité où ils sont de résoudre les questions vitales, sans la destruction de tous les systèmes capitalistes.

Or, de ce point de vue la grève n'a pas été suffisamment utilisée. Je vais même plus loin : elle a été très peu et très faiblement utilisée, ce qui prouve le manque de préparation de nos camarades pour un mouvement des masses, capables de provoquer la révolution sociale.

Le mouvement américain

Quant à l'Amérique, les conditions dans lesquelles le mouvement ouvrier s'est développé sont excessivement intéressantes et caractéristiques. L'Amérique est le pays qui a le moins souffert de la guerre, le pays qui, à l'heure actuelle, est le créateur de tous. C'est elle qui dirige l'économie du monde. Le mouvement syndical américain s'est accru aussi considérablement que dans les autres pays. Son trait distinctif, en comparaison avec le mouvement syndical anglais, est la *prudence*. A la tête de ce mouvement se trouve une vraie bande, une clique d'aventuriers incontestables. Il suffit de connaître les histoires de Gompers ou d'autres dirigeants pour être convaincu que ces gens sont non seulement des adversaires du communisme, mais que leur attitude n'a rien de commun même avec la lutte syndicale élémentaire. Pour Gompers et ses amis, même l'Internationale d'Amsterdam est déjà trop révolutionnaire et trop subversive. Ils ont adressé, au nom du Comité Exécutif de la Fédération américaine du Travail, une lettre à l'Internationale d'Amsterdam, où ils écrivent : « Nous quittons la Fédération d'Amsterdam pour trois causes : la première, c'est que, grâce à nous, Appleton, homme digne de toute considération, a perdu son poste de président du Bureau de la Fédération d'Amsterdam ; la deuxième, c'est que, dans votre appel du 1^{er} Mai, vous avez proclamé les mots d'ordre du socialisme, auxquels nous ne pouvons pas souscrire ; la troisième, c'est que vous voulez ébranler les bases de tous les Etats, y compris le nôtre, ce à quoi nous répugnons également. »

L'Internationale d'Amsterdam a répondu ainsi à cette lettre : « Oui, on a été obligé de remplacer Appleton. Mais la cause de sa révocation est due à son discours du Congrès de Portsmouth, qui a suscité la profonde indignation de tous les ouvriers. De l'avis d'un des congressistes, pas un seul ouvrier qui se respecte ne voudrait se trouver à côté d'un homme professant de telles opinions. Appleton n'est plus président de l'Internationale d'Amsterdam ; ce n'est pas que nous soyons trop révolutionnaires, mais cela est dû au fait que les ouvriers anglais n'en ont plus voulu. Quant à votre accusation en ce qui concerne le socialisme et l'esprit révolutionnaire, nous sommes frappés de votre incompréhension de notre appel de Mai. Y a-t-il question du socialisme ? Il y est dit « socialisation ». Tout ouvrier vous expliquera que la socialisation et le socialisme sont des choses différentes. Vous, Gompers, n'êtes-vous pas partisan de la socialisation ? Quant au socialisme, nous voulons le même socialisme que vous, qui faites partie d'une organisation politique. »

Un des délégués (de sa place). — Pourquoi, alors, recevez vous ici les représentants de la Fédération du Travail d'Amérique. Ils sont ici.

Lozovsky. — Je vais tout de suite expliquer pourquoi nous les recevons, non pas Gompers ou ses amis, bien entendu, mais les ouvriers. La correspondance dont j'ai parlé caractérise le mieux l'organisation de Gompers, aussi bien que l'Internationale d'Amsterdam. Une « politique ouvrière » aussi révoltante explique la tendance, qui cherche la destruction d'organisations semblables et la création de nouvelles organisations, etc., tendance qui s'est formée au sein du mouvement ouvrier américain. Déjà, il y a quinze ans, était créée dans ce but l'organisation des I. W. W. (ouvriers industriels du monde), qui avait un programme de classe.

Il y a actuellement, en Amérique, trois types d'organisations : la Fédération du Travail (Gompers), le Syndicat Indépendant (I. W. W.) et One Big Union. En général, quand dans les pays anglo-saxons un syndicat porte le nom de « grand », il est sûrement petit. Les organisations indépendantes ne paraissent pas comme des organisations révolutionnaires par rapport à l'organisation de Gompers ; parmi elles il existe toute une série de courants différents, y compris ceux sympathiques à Gompers. Quant à l'I. W. W., c'est une organisation qui, pendant quinze ans, a lutté énergiquement et qui, à l'heure actuelle, est en butte aux persécutions atroces de la part du gouvernement capitaliste ; mais elle ne représente qu'une organisation peu nombreuse, englobant surtout des ouvriers non qualifiés. Certainement, elle ne peut pas devenir un centre d'organisation de tous les ouvriers d'Amérique, non seulement parce qu'elle est trop petite, mais aussi parce qu'elle n'a pas encore une idéologie bien définie. Et là aussi, au sein même de l'organisation, vous avez des groupes d'anarchistes et de partisans et d'adversaires de la dictature du prolétariat. De même, les méthodes, les procédés et la tactique de lutte sont compris différemment. Des camarades m'ont demandé pourquoi nous recevons ici les représentants de l'organisation américaine. Nous croyons qu'il faut prendre les ouvriers là où ils sont et tels qu'ils sont. Puisqu'il y a des ouvriers dans la Confédération du Travail d'Amérique, il ne faut pas attendre qu'ils viennent à nous, il faut aller à eux. Notre tâche sera de conquérir un à un les syndicats dominés par l'idéologie de Gompers. Nous recevons des représentants de chaque groupe local et de chaque organisation qui mène la lutte de classe, qui a nos idées, parce que nous sommes sûrs que nous conquerrons ainsi encore des centaines d'organisations et chasserons à la fin la bande de Gompers.

Nous commettrions une faute des plus graves si nous ne recevions pas chez nous les ouvriers révolutionnaires seulement parce qu'ils sont affiliés à une vieille organisation. Plus de la moitié des membres de l'organisation I. W. W. sont en même temps membres de la Confédération du Travail pour la simple raison que, dans nombre d'établissements, on ne peut pas se procurer du travail si on n'a pas de carte de membre de cette fédération. En outre, il faut être membre du syndicat pour être avec les masses, pour pouvoir les conquérir, pour les amener à nos idées et pour chasser ceux qui brisent le mouvement ouvrier.

Le mouvement italien

Le dernier pays sur lequel je veux m'arrêter, c'est l'Italie. En Italie, nous avons trois types d'organisation : la Confédération du Travail d'Italie, qui groupe plus de 2.000.000 d'ouvriers, deux syndicats indépendants et l'Union syndicaliste d'I-

talie. Le prolétariat italien, en masse, est incontestablement révolutionnaire, et l'expérience des dernières années a montré que le réformisme n'a presque plus d'adeptes. La Confédération du Travail d'Italie est, à l'heure actuelle, entre deux chaises : elle fait partie de l'Internationale Rouge et en même temps obéit aux ordres d'Amsterdam. Ces derniers temps, on constate même un certain rapprochement entre la Confédération du Travail et l'Internationale d'Amsterdam. Au mois d'avril, la Confédération Générale du Travail a envoyé à l'Internationale d'Amsterdam une communication concernant les pogroms commis par les fascistes et la situation pénible de la classe ouvrière en Italie. L'Internationale d'Amsterdam lui répondit par une lettre de condoléances et par l'envoi de 50.000 livres. Elle a assuré la C. G. T. de sa conviction en la victoire du prolétariat et de son espoir en ce que les ouvriers de tous les pays viendront en aide aux ouvriers italiens. La Confédération du Travail d'Italie a répliqué par une missive encore plus touchante, pendant que l'Avanti, l'organe central du Parti socialiste italien, proclamait qu'il ne reprochera plus aux leaders d'Amsterdam leur passé. Ce trait curieux prouve que le Parti socialiste italien, sous l'influence morale duquel se trouve la C. G. T. italienne, a fait un grand pas à droite après sa rupture avec les communistes.

Les Unions Indépendantes d'Italie, contrairement à celles d'Amérique, sont, de fait, des Unions communistes. Le Syndicat des Cheminots et celui des Ouvriers des Transports, groupant à eux deux plus de 600.000 ouvriers, se placent sur le terrain révolutionnaire et ne se rallient pas à la C.G.T.

L'« Unione Sindacale Italiana » (Union syndicaliste italienne), organisation qui a pris naissance pendant la guerre sur la base des principes syndicalistes révolutionnaires français, se distingue, par son idéologie, des deux précédentes, et c'est pour cela qu'elle ne veut pas s'unir à elles. Quelle va être notre tâche en Italie ? Elle consistera dans le ralliement de ces trois organisations, et de cette façon la majorité sera assurée aux prolétaires révolutionnaires. La résolution adoptée à Livourne et l'état d'esprit des masses ouvrières s'en portent garants. Les dirigeants de la C.G.T.I. affirment qu'ils se rallieront à nous à condition qu'ils soient autorisés à conserver le traité qu'ils ont conclu avec le Parti socialiste italien. Lorsqu'ils arriveront ici (ils sont déjà en route), nous les entendrons. Mais avant leur arrivée, il serait utile de vous rappeler qu'ils ont déjà essayé de reculer notre Congrès en proposant de le convoquer dans deux mois et de le faire siéger à Stockholm ou Reval. Dans leur lettre du 25 mai, signée par d'Aragona, ils disent que le transfert du Congrès à Reval ou à Stockholm facilitera les relations des délégués avec leurs pays respectifs et assurera le contrôle. Par là, ils tiennent à nous faire entendre d'une façon masquée qu'en Russie les mandats ne pourront pas être bien contrôlés. De quelle manière le contrôle pourrait-il être mieux effectué ? Pourquoi le gouvernement bourgeois de la Suède nous assurerait-il mieux le contrôle de la validation des mandats ? Cette manœuvre est très claire. Ils auraient voulu convoquer un Congrès où les Russes n'auraient pas la possibilité d'assister ; ils craignaient qu'on ne leur demandât compte du passé ? D'un autre côté, ils se rendaient parfaitement compte qu'aucun gouvernement bourgeois ne serait assez dupe pour autoriser un tel Congrès sur son territoire. Et, au fait, croyez-vous que le gouvernement bourgeois d'Esthonie ou de la Suède admettrait dans son

pays un Congrès de trois cents « brigands », comme ils nous appellent ? Nous leur avons répondu d'abord que le Congrès ne pouvait pas être remis, vu que les délégués sont déjà arrivés. Ensuite, nous avons lancé un appel au nom des délégués ici présents aux ouvriers d'Italie, où nous rejetons toute diplomatie entre ouvriers. Si vous avez quelque chose à nous reprocher, dites-le carrément et ne cherchez pas à créer d'équivoques.

Internationale Jaune

et Internationale Rouge

En passant au résumé des conclusions, je ne veux pas m'arrêter sur l'idéologie de l'indépendance, dont nous avons déjà beaucoup parlé, et qui caractérise le point de vue des syndicalistes français, de la I. W. W. et des autres groupements purement syndicalistes. Certains groupements syndicalistes se déclarent formellement contre l'Internationale de Moscou, vu ses attaches avec l'Internationale Communiste, et tendent à créer une Internationale purement syndicaliste. Il en est de même avec certains syndicalistes allemands et suédois, qui se sont prononcés contre la participation à notre Congrès, au cours de la dernière Conférence Internationale de Berlin, sans obtenir d'ailleurs la majorité. Certains syndicalistes, y compris les Espagnols et les Français, se déclarent pour la fusion avec les autres syndicats révolutionnaires, à condition d'une indépendance complète. Ils croient que l'Internationale Syndicale et l'Internationale politique doivent se développer indépendamment l'une de l'autre. Il faut dire que la résolution prise à la Conférence de Berlin, résolution dont je vous épargnerai la lecture, contenait six points traitant de l'indépendance. Elle a été approuvée par le dernier Congrès des I. W. W. *Les syndicalistes, généralement, ont une étrange conception de l'Internationale à créer. Ils se déclarent pour l'adhésion à l'Internationale des Syndicats Rouges, à condition que cette dernière adopte leur point de vue.* Mais l'Internationale se base sur l'accord des différents groupements révolutionnaires. Il existe un point de vue entièrement différent : celui des syndicalistes espagnols, par exemple, qui mérite d'être noté. Voici ce qu'ils disent : « Nous sommes disciples de Bakounine, mais la guerre nous a donné une dure leçon : la révolution aussi nous a enseigné beaucoup de choses, et nous venons d'adopter la plate-forme communiste. » C'est un terrain où la conciliation deviendrait possible. Nous pouvons leur répondre : « Attendez encore une année ou deux ; la bourgeoisie, elle aussi vous fera voir ce qui vaut mieux : le régime bourgeois ou la dictature du prolétariat. » Je dessinerai en quelques traits seulement le caractère et le développement de l'Internationale d'Amsterdam, car mon rapport a été trop long déjà, et l'histoire de la création de cette Internationale, son programme et sa tactique, vous sont déjà connus.

On peut la caractériser ainsi en quelques mots : elle surgit au mois de février 1919, à Berne, fut régularisée en juillet 1920 à Amsterdam, adopta toute une série de résolutions de principes concernant la socialisation, etc. : en novembre 1920, à Londres, où elle lia son sort à la Conférence des patrons, des ouvriers et des gouvernements, je veux dire à la Conférence de Washington, en 1919. Elle est liée avec le Bureau International du Travail. Dans son appel de mai, elle se prononce pour la socialisation et transmet à la Conférence de

Washington le droit de prononcer les résolutions définitives. Pour caractériser l'idéologie et la politique de l'Internationale d'Amsterdam, je dois communiquer un document frappant, je ne dirai pas par sa bêtise, mais par son impudence, document que j'ai trouvé dans le dernier numéro de l'organe de cette Internationale. Vous savez qu'actuellement en Espagne règne la terreur et que l'on y assassine nos camarades en plein jour : on compte déjà des centaines et des centaines de victimes ; mais, ces derniers temps, on fait usage d'un nouveau système : les ouvriers révolutionnaires sont tués à leur sortie de prison : on les libère la nuit, tel fut par exemple le cas du secrétaire de la Fédération Espagnole du Travail ; et pendant qu'ils regagnent leurs domiciles, on leur tend un guet-apens et on les tue.

Ce système d'assassinat des dirigeants est non seulement employé en Espagne, mais se pratique aussi en Europe et en Amérique. Cependant, c'est en Espagne qu'il a pris une forme plus odieuse, barbare, rappelant le moyen âge des inquisitions. L'Internationale d'Amsterdam a adressé une lettre au président du Conseil des ministres d'Espagne, qui contient ce qui suit : « Monsieur le Président du Conseil des Ministres. Dans l'article 13 du traité de Versailles, que votre représentant le marquis d'Aizo a contresigné, sont solennellement proclamés la liberté des organisations ouvrières, les droits du travail et le droit de coalition. Cet article du traité n'est point respecté actuellement en Espagne, mais nous espérons que le gouvernement espagnol ne reniera pas sa signature apposée au bas du traité de Versailles. Cette lettre se rapportant à « l'article solennel du traité de Versailles où les gouvernements ont promis la liberté à la classe ouvrière, est monstrueuse non seulement par sa naïveté, mais surtout par sa stupidité et par sa psychologie nettement bourgeoise. Je pense qu'en dehors des ennemis de la classe ouvrière, personne ne prend au sérieux le traité de Versailles, surtout en tant que traité « garantissant » la liberté ».

Conclusions pratiques

Quelle conclusion pratique pouvons-nous tirer pour tous les pays des faits que je viens de citer ? Quelle tactique doit être adoptée par les syndicats ? Nous proposons au Congrès d'adopter dans les résolutions concernant les tâches et la tactique des syndicats, un article spécial, que nous nommerons « méthodes et moyens de lutte », et dans lequel nous devons indiquer notre ligne de conduite dans la lutte, les moyens de rapprocher les conflits et la manière de les résoudre. Il y faudra dire aussi comment on doit utiliser même les plus petites contradictions sociales dans chacun des pays et enfin définir notre ligne de conduite, la rendre plus claire pour faire comprendre ainsi aux camarades les plus fougueux qu'il est impossible de provoquer une révolution quand on veut et comme on veut et qu'au contraire il faut la préparer patiemment.

Ce sont là des questions d'éducation des masses, des questions de leur organisation sur les tâches pratiques : elles sont liées au travail révolutionnaire systématique et opiniâtre, elles demandent un grand tempérament révolutionnaire et encore plus de sang-froid révolutionnaire. Il faut le souligner, car il y a des camarades dans bien des pays qui croient qu'on peut faire la révolution sociale comme on veut et quand on veut, qu'on n'a qu'à faire une grève pour proclamer n'importe quoi, pour y aboutir. C'est là une exagération de

nos forces et une fausse appréciation de celles de l'ennemi. *Le programme proposé à ce Congrès est basé sur le principe d'action directe* ; or, l'action directe est une action contre la domination bourgeoise, contre les capitalistes et contre tous les systèmes capitalistes ; elle peut se manifester de différentes façons, depuis la grève jusqu'à l'insurrection armée, la prise de possession des fabriques, etc., etc. C'est précisément ces mots d'ordre d'action directe que l'on doit faire passer dans tous les pays, et dès à présent ce sont là mots d'ordre d'organisation, mots d'ordre pratiques, économiques et politiques. Le mot d'ordre de l'organisation, à notre avis, doit être avant tout celui de la transformation des syndicats corporatifs en syndicats de production. Nous devons imposer à tous les syndicats la tâche de modifier la base de leur système, de remplacer le système des délégués, des mandataires, par celui des comités de fabriques et d'usines. Sur les terrains de la formation des Comités d'usines et de fabriques, la lutte sera transportée à l'intérieur de chaque fabrique.

Ce système donnera la possibilité aux minorités révolutionnaires — et nous ne sommes qu'une minorité jusqu'à présent — de faire des millions d'expériences de la lutte. Ce système pourrait être le point de départ de l'influence révolutionnaire sur les masses. Le mot d'ordre concret pour les ouvriers de tous les pays est, pour le moment actuel, l'établissement du contrôle ouvrier. Ce mot d'ordre doit être donné par le Congrès, il doit passer dans toutes les usines et dans tous les ateliers pour inculquer cette idée que le contrôle ouvrier pourra assurer les ouvriers contre le chômage toujours croissant, pourra leur donner la possibilité d'augmenter leur influence dans les entreprises. Bref, le contrôle ouvrier est une forme, une méthode, un moyen de lutte qui augmente notre influence, qui attire et rallie à nous les masses ouvrières : voilà pourquoi il doit être indiscutablement un de nos mots d'ordre de bataille. Je ne veux pas énumérer tous les mots d'ordre et les problèmes pratiques que nous envisageons et que nous faisons ressortir dans notre programme d'action ; vous en prendrez connaissance dans les thèses qui seront imprimées et distribuées à tous les congressistes.

Ainsi, nous traçons une ligne générale de conduite ; nous avons une série de mots d'ordre et de méthodes qui sont déjà le résultat de notre expérience collective ; d'autre part, nous avons à appliquer ces principes généraux aux particularités de chaque pays.

Les difficultés que nous rencontrons dans la définition de notre ligne de conduite et dans la résolution du problème qu'est une organisation syndicale unique proviennent de l'inexpérience des ouvriers de tous les pays qui n'ont pas encore apprécié à leur valeur les leçons qu'on peut tirer de notre propre révolution et de l'activité des militants du monde entier ; ce n'est que par l'expérience collective, par une instruction mutuelle et permanente, que les organisations révolutionnaires pourront vaincre et leurs désaccords et leurs contradictions intérieures et pourront se libérer des préjugés réformistes autant que des préjugés révolutionnaires. D'autre part, les organisations pourront, de cette façon, trouver une ligne de conduite qui mènera le prolétariat de tous les pays vers la victoire définitive. Voilà, en traits généraux, les idées et les principes qui définissent les buts et la tactique de notre Congrès International. (Aplaudissements.)

A. LOZOVSKY.

Contrôle Ouvrier et Comités d'Usines

Résolutions adoptées par le 1^{er} Congrès International des Syndicats Révolutionnaires

Le Congrès a accordé une attention très sérieuse à la question du contrôle ouvrier. Le contrôle ouvrier au stade actuel du développement de la lutte sociale est un mot d'ordre profondément pratique pour les ouvriers de tous les pays. Dans ce domaine l'expérience est très grande. Il va de soi que la plus grande expérience sous ce rapport a été faite en Russie et il n'est pas étonnant que ce soit l'expérience russe (vérifiée par les événements de certains autres pays) qui est à la base de cette résolution. Le Congrès n'a pas mis en avant simplement le mot d'ordre du contrôle ouvrier, mais il a donné dans ce domaine des indications concrètes. Le Congrès a dû attirer l'attention des ouvriers sur les formes du contrôle, sur la façon dont il faut l'aborder et a dû donner aussi à ce sujet un programme pratique d'action.

A. LOZOVSKY.

Résolution sur la question du contrôle ouvrier

(D'après le rapport du camarade Tsiperovitch.)

I

1. L'analyse de la vie économique présente, prouve d'une façon incontestable que les ressources matérielles et les forces productives de la société sont en contradiction aiguë et insoluble avec l'organisation actuelle de la production. Pendant la guerre mondiale, cette contradiction devint évidente pour les couches avancées du prolétariat. La crise mondiale, qui aussitôt après la fin de la guerre embrassa sans distinction vainqueurs, vaincus et pays neutres, démontra cette évidence aux grandes masses prolétariennes.

La guerre qui a pris un caractère ininterrompu malgré le traité de Versailles ; la crise devenue générale et chronique, malgré les besoins énormes de régénération de l'industrie a posé devant les travailleurs du monde entier le problème de leur existence future. Dès les premiers essais de résoudre ce problème, il devient très clair que la contradiction sus-indiquée a, en ce moment, atteint le degré, où la bourgeoisie, comme classe dirigeante, joue en réalité un rôle de désorganisatrice de la production, c'est-à-dire entrave son développement et lui crée des obstacles.

La classe ouvrière fut la première à sentir d'une façon très aiguë l'impossibilité de subir cette contradiction, parce que beaucoup plus que les autres couches sociales, elle est liée à la production dans les centres industriels importants, fabriques et usines et aussi parce que cet état de choses amène avant tout le massacre en masse des ouvriers à la guerre ou leur mort en masse, par la famine, pendant le chômage.

Voilà pourquoi le besoin de faire ressortir le rôle de la bourgeoisie dans l'organisation actuelle de la production, le besoin de voir comment elle s'acquitte de cette tâche, prend naissance au sein de la classe ouvrière. Il en résulte la tendance de passer à la pratique de la réorganisation de tout le système de production dans les intérêts des travailleurs eux-mêmes. Cette tendance est en fait le prologue du dénouement de cette contradiction par la voie violente de la révolution sociale et pose la question du contrôle ouvrier sur la production.

2. Cette forme embryonnaire du contrôle se ré-

vèle dans les tentatives partielles des ouvriers d'installer une surveillance du travail, du ravitaillement, de l'état des moyens de production et d'éclaircir dans quelle mesure la fermeture des entreprises ou la restriction de la production sont provoquées par la juste nécessité et non par la mauvaise volonté des entrepreneurs, etc.

Cependant, en pratique, les ouvriers constatent très vite que le contrôle passif est insuffisant pour empêcher les capitalistes de désorganiser le travail des entreprises dans leur intérêt de classe.

Le procédé moderne des capitalistes de tous les pays qui consiste à passer au système artificiel de la restriction en masse du travail par diminution du nombre des journées ouvrables (short-time), fermeture complète des entreprises, liquidation, lock-out, etc., rend évidente l'insuffisance de cette forme de contrôle. De même sont insuffisantes les tentatives séparées des ouvriers des différentes entreprises de continuer le travail à tout prix même contre la volonté des entrepreneurs. Dans de pareilles tentatives qui eurent lieu en Russie après la révolution de Mars et dernièrement en Italie, en Allemagne, en Angleterre et autres pays, se révèle quand même le trait caractéristique de la nouvelle position de la classe ouvrière dans la production. De force passive, exploitée, qui est évaluée au même taux que la machine, ou même que son accessoire, la classe ouvrière se transforme en organisatrice de la production, en héritier direct de la bourgeoisie, qui maintenant agit nettement comme désorganisatrice de la production dans son intérêt de classe.

3. Ce changement brusque dans l'état d'esprit et dans les aspirations des masses ouvrières portera un coup irrémédiable au mouvement syndical de l'ancien type qui ne se bornait qu'à la lutte pour l'amélioration de la situation de la classe ouvrière dans les cadres du régime capitaliste.

Les vieux syndicats, liés par leur bureaucratie à l'appareil capitaliste et dépendant entièrement de celui-ci, sont absolument incapables de comprendre les nouvelles tâches de production qui se posent devant la classe ouvrière et encore moins de les réaliser pratiquement.

Voilà pourquoi on voit à l'heure actuelle de nouvelles organisations ouvrières surgir avec une force exceptionnelle et impérieuse et qui usent encore dans la lutte révolutionnaire de la vieille arme syndicale qu'est la grève, mais qui en même temps cherchent à s'emparer de la production.

L'activité des comités de fabrique et d'usine se révèle déjà non seulement dans la lutte par la grève, mais par la prise en mains de différentes fonctions des entrepreneurs, surtout dans le domaine de l'approvisionnement des entreprises en matières premières, combustibles, ressources financières, ou encore par l'occupation totale des entreprises sabotées soumises aux lock-out ou abandonnées par les entrepreneurs.

Voilà pourquoi déjà dans cette phase du contrôle ouvrier la bourgeoisie et les leaders du vieux mouvement syndical font des tentatives désespérées de substituer au contrôle ouvrier la soi-disant bureaucratie industrielle par le jeu de commissions paritaires, en intéressant les ouvriers dans les bénéfices, et par d'autres procédés démocratiques, dont la base est la théorie bourgeoise de « l'égalité » du travail et du capital avec la con-

servation par la bourgeoisie de la propriété privée sur les moyens de production. Cette idée d'égalité, très cultivée par les trade-unionistes en Angleterre, qui a reçu sa consécration au 10^e Congrès des syndicats (1919) en Allemagne et qui domine encore dans la C.G.T. française est, en fait, une tentative de tromper les masses ouvrières en dénaturant le contrôle révolutionnaire, en les détournant de leurs tâches immédiates et en dirigeant leur attention vers les vieilles idées bourgeoises de l'Internationale jaune des syndicats.

4. La tentative des leaders jaunes des syndicats d'opposer au contrôle ouvrier révolutionnaire le principe du contrôle de l'Etat, principe fortement soutenu par la bourgeoisie qui utilise habilement le principe de la pseudo-socialisation dans ses intérêts de classe a la même signification. En même temps on voile d'une manière préméditée ce fait que la transmission de la propriété sur les moyens de production à l'Etat ne signifie pas du tout son transfert à toute la population, mais seulement le passage de la production, du contrôle et de la direction, des mains d'un groupe particulier de représentants de la classe dirigeante aux mains de cette classe entière. La théorie du contrôle de l'Etat suppose des organes administratifs de gestion de la production, composés de représentants des ouvriers et de l'Etat, ou bien des ouvriers des entrepreneurs et de l'Etat. En ce cas, les représentants de l'Etat sont envisagés comme agissant au nom de toute la population, tandis que les représentants des ouvriers comme agissant au nom d'un groupe ou d'une classe. De là ressort la fausseté essentielle du principe de représentation démocratique sur la base de parité absolument inacceptable pour le contrôle ouvrier révolutionnaire qui est basé sur la négation de l'Etat moderne comme étant un instrument entre les mains de la bourgeoisie et lui oppose l'Etat prolétarien qui reflète les véritables intérêts de tous les travailleurs.

Le contrôle ouvrier ne peut accepter la nationalisation bourgeoise ou le transfert de la production entre les mains de l'Etat bourgeois. Toutes les tentatives d'une telle conciliation amènent inévitablement à ce que la bourgeoisie, tout en conservant effectivement le pouvoir dans la direction de la production, rejette pourtant toute la responsabilité de son état sur la classe ouvrière. D'autre part, de telles tentatives de concilier ce qui n'est pas conciliable, peuvent facilement amener la décomposition des nouveaux noyaux révolutionnaires du mouvement syndical dans les usines et les fabriques, ce qui est surtout dangereux vu la tendance de la bureaucratie syndicale d'utiliser le manque de coordination actuelle de l'action de ces noyaux, et les soumettre à son influence dépravante.

5. D'autre part, l'idée soi-disant révolutionnaire, largement répandue parmi les ouvriers de différents pays que la classe ouvrière peut obtenir des résultats considérables du contrôle de la production tant que le pouvoir capitaliste n'est pas renversé n'est pas moins dangereuse pour le prolétariat.

La triste expérience du contrôle ouvrier italien, brisé par les leaders opportunistes du prolétariat, a donné des preuves assez probantes pour que le mouvement révolutionnaire ouvrier dans les différents pays se garde de le répéter.

Il est surtout important d'escompter ce fait que la réalisation du contrôle ouvrier dans une forme complète n'est possible que dans le cas où il embrasse non seulement le côté technique de la production, mais encore fait plus grave — son côté financier

Ce n'est qu'avec la réalisation complète du con-

trôle financier que les ouvriers verront nettement les ressorts fondamentaux de tout le système capitaliste. Dans le contrôle financier les ouvriers voient pour la première fois la dépendance de leurs entreprises des consortiums financiers et des banques non seulement nationaux mais internationaux. La divulgation des secrets commerciaux, industriels et financiers, montre surtout aux ouvriers un tableau très net de la source première du sabotage universel de la part de la bourgeoisie, leur découvre les leviers du système de lock-out, de réduction du temps du travail (short-time) et autres procédés, ayant en vue d'amener la diminution des salaires, l'augmentation des heures de travail, la destruction des organisations ouvrières, etc., par les moyens du chômage artificiel.

6. Voilà pourquoi la lutte autour du contrôle financier amène la classe ouvrière à un choc immédiat et décisif avec la bourgeoisie dont le pouvoir politique, dans une certaine mesure, repose sur la conservation de sa force financière. Dans ce cas la lutte prend inévitablement un caractère politique très net et exige une direction politique.

Les cas toujours plus fréquents de la mainmise des ouvriers sur les entreprises et l'impossibilité de les faire fonctionner sans être maîtres du système financier, posent devant la classe ouvrière une tâche très nette : s'emparer du système financier et par lui — de l'industrie tout entière.

Dans cette phase du contrôle ouvrier la contradiction indiquée dans le paragraphe 1^{er} trouve sa solution dans la lutte pour le pouvoir entre le prolétariat et la bourgeoisie, c'est-à-dire dans la révolution sociale.

Dans le processus de cette lutte décisive, qui est plus ou moins longue selon le degré de culture et d'organisation de la bourgeoisie du pays intéressé, il n'est déjà plus question de contrôler l'entrepreneur, de paralyser « sa mauvaise volonté », de lutter contre le sabotage, de continuer à tout prix le travail dans les entreprises, etc., mais d'occuper la place des entrepreneurs, d'éliminer de la production les capitalistes comme classe, de prendre en mains la direction de la production et en même temps la responsabilité de la gestion des forces productrices du pays.

Voilà pourquoi dans cette phase le contrôle se transforme en acte de combat de la classe ouvrière en qualité d'organisatrice de la production, dans l'intérêt non seulement des groupes de la classe ouvrière par usines, fabriques, mines, lignes de chemin de fer, mais de tout le prolétariat dudit pays.

7. La victoire du prolétariat sur la bourgeoisie étant surtout inévitable parce que celle-ci est incapable de conserver la production entre ses mains, amène le prolétariat à la construction de l'Etat dans des conditions très difficiles et surtout parce que cette victoire est nécessairement liée à la décomposition de l'ancien appareil capitaliste de gestion de la production.

Dans une pareille situation il est très difficile de conserver le pouvoir sur la production au lendemain de la révolution sociale.

Le sabotage masqué non seulement des capitalistes, mais encore des couches immédiates qui les entourent et qui vivent des restes de leurs tables se produit ouvertement et devient un système. Les fabriques, les usines, les établissements de l'Etat, les écoles, les universités restent sans personnel dirigeant.

La classe ouvrière est obligée de vouer ses meilleures forces non seulement à la défense de la révolution, mais à la direction administrative.

En ce moment le rôle des organisations de masses comprenant non seulement la couche dirigeante du prolétariat (le Parti Communiste) mais

encore, l'énorme masse des « sans parti » devient très important.

Mais les organisations économiques du prolétariat ne peuvent pénétrer dans les couches profondes de la classe ouvrière qu'au moyen de la création de noyaux dans chaque fabrique et dans chaque usine.

Voilà pourquoi la question des relations entre les comités de fabriques, d'usines et les syndicats revêt actuellement une si grande importance. L'expérience a démontré que l'apparition des noyaux révolutionnaires de production sous la forme des comités des fabriques et d'usines est indispensable, surtout dans les pays où le mouvement syndical est peu développé ou bien dans ceux où il se trouve entre les mains des éléments opportunistes.

Mais le travail dispersé des comités de fabriques et d'usines peut être dénaturé et paralysé par la bourgeoisie, si celui-ci n'est pas généralisé et appliqué sur une échelle nationale sous la direction de l'avant-garde de la classe ouvrière. De là ressort la nécessité d'employer l'appareil des syndicats et de leurs unions à de nouveaux buts, en mettant sous leur direction les comités de fabrique et d'usine et en les transformant ainsi en organes puissants de contrôle des masses et de mainmise sur la production.

8. Mais une pareille réorganisation des syndicats dans l'intérêt de la révolution sociale ne peut être atteinte qu'en observant les deux conditions fondamentales : 1° que si les syndicats sont construits non comme auparavant par professions, mais par industrie — ce qui permettrait d'unir tous les ouvriers et employés de chaque entreprise et de chaque branche industrielle autour de tâches bien déterminées de la production et 2° si à l'encontre de la bureaucratie syndicale jaune et contre-révolutionnaire, il sera créé dans chaque industrie un noyau révolutionnaire ferme et solide pour réagir contre la politique de cette bureaucratie, pour retenir les masses organisées des fabriques et des usines sur la voie de la lutte révolutionnaire pour le contrôle de la production et pour la direction permanente.

Luttant énergiquement contre les tentatives d'Amsterdam pour transformer le mouvement révolutionnaire du prolétariat en un contrôle stérile d'Etat dans le cadre du régime capitaliste et dans l'intérêt de ce régime, les syndicats rouges doivent porter une attention très sérieuse sur la manière dont est réalisé le contrôle ouvrier, cette excellente école de préparation pour le prolétariat qui cherche à s'emparer du pouvoir. Or cela veut dire, qu'avant la révolution même dans le processus de sa préparation, il est indispensable de mettre partout le contrôle ouvrier à l'ordre du jour, comme mot d'ordre non seulement pour l'union des ouvriers, non seulement pour les rendre plus révolutionnaires, mais pour les éduquer politiquement et économiquement dans l'intérêt de l'avenir prochain.

La conservation du pouvoir politique après la révolution sociale dépend beaucoup du degré de préparation atteint. Car l'essentiel de l'affermissement de la révolution sociale consiste en ce que le prolétariat saura dans cette phase du contrôle ouvrier s'emparer du mécanisme de la production et le mettre en pleine marche, c'est-à-dire sera capable non seulement politiquement, mais économiquement, de résoudre les contradictions fondamentales indiquées dans le paragraphe 1^{er}.

Avec une préparation suffisante, une telle tâche est réalisable avant tout, parce que l'ouvrier peu à peu s'habitue au rôle de contrôleur et de patron. Ensuite les liens entre les différentes branches de

l'industrie et par là toute la production sur une échelle nationale lui deviennent compréhensibles. Voilà pourquoi, après la révolution sociale l'inévitable passage à la nationalisation des banques, c'est-à-dire de tout le système financier, des transports, des sources de matières premières importantes, des grosses entreprises, des usines et des fabriques, le pouvoir prolétarien grâce au contrôle a à sa disposition un nombre suffisant d'ouvriers capables non seulement de lutter pour la révolution sociale, mais de construire avec la structure industrielle qu'il a reçue en héritage une nouvelle économie socialiste, de nouveaux organes de gestion de la production et de répartition.

Dans cette phase, le contrôle ouvrier prend la nouvelle forme de participation des syndicats à la formation des organes économiques et la direction de la production par ces derniers, c'est-à-dire se transforme en un des côtés de construction économique avec le contrôle de la classe ouvrière par les soviets et leurs organes économiques.

Conclusions générales

1. Le contrôle ouvrier est l'école indispensable et très importante dans l'œuvre de préparation des larges masses ouvrières à la révolution sociale.

2. Le contrôle ouvrier doit être dans tous les pays capitalistes mis à l'ordre du jour comme devise de combat du mouvement syndical et être employé énergiquement pour la divulgation des secrets commerciaux et financiers.

3. Le contrôle ouvrier doit être employé largement pour la transformation des syndicats en organisations de combat de la classe ouvrière.

4. Le contrôle ouvrier doit être utilisé comme moyen de reconstruction des syndicats par industrie et non par profession, système suranné et nuisible au mouvement ouvrier révolutionnaire.

5. Le contrôle ouvrier est incompatible avec le principe paritaire proposé par la bourgeoisie, la nationalisation, etc., et oppose la dictature du prolétariat à celle de la bourgeoisie.

6. Dans la réalisation du contrôle technique ou financier ou mixte et aussi pendant l'occupation des entreprises, il est surtout indispensable de tâcher d'attirer les masses prolétariennes les plus arriérées dans la discussion des questions liées à ce contrôle. En même temps, dans le processus de la réalisation de ce contrôle, il est nécessaire de faire le recensement des ouvriers les plus actifs et les plus capables et de les préparer à un rôle dirigeant dans l'organisation de la production.

7. Pour l'organisation régulière du contrôle ouvrier sur les lieux, il est absolument nécessaire que les syndicats dirigent les comités d'usine et ils doivent lier et combiner le travail des comités d'usines dans les entreprises d'une même production et prévenir de la sorte les tentatives inévitables de cultiver le patriotisme d'usine qui peuvent se produire si le contrôle est disséminé.

8. Les syndicats doivent, dès le début, aider les commissions de contrôle élaborant à cet effet des instructions spéciales, éclairer la question dans la presse quotidienne et mener une large agitation en faveur du contrôle dans les usines et fabriques, non seulement en expliquant ses tâches, mais par des rapports sur les résultats de ce contrôle par entreprises et par groupes dans les réunions d'usines, conférences locales, etc.

9. Pour réaliser ces tâches dans les syndicats qui n'adoptent pas la plate-forme de l'I.S.R., il est nécessaire de créer un centre révolutionnaire uni, qui prêterait une attention toute particulière à la

reconstruction des syndicats à base industrielle et au maintien du caractère révolutionnaire de la lutte pour le contrôle ouvrier.

Résolution sur les Comités d'Usines et de Fabriques

(D'après les thèses du camarade Heckert.)

1. Pour remplir les tâches indiquées ci-dessus (résolution sur le contrôle ouvrier), les Comités d'usines et de fabriques doivent avoir des cadres organiques bien définis. Il s'agit de savoir si les Comités d'usines et de fabriques doivent être organisés dans les cadres ou en dehors des cadres des syndicats. En Allemagne et en Angleterre, nombre d'ouvriers sont d'avis d'organiser les Comités d'usines et de fabriques en dehors des cadres des syndicats. Leur opinion est que ces Comités, ou bien doivent s'emparer des syndicats, ou bien rendre ces derniers inutiles. Les cadres des syndicats, conformément à cette opinion, sont trop étroits pour les nécessités de la lutte. C'est seulement lorsque les syndicats seront réorganisés par branches d'industrie qu'ils seront capables de remplir leurs tâches, d'accord avec les Comités d'usines et de fabriques.

2. Les Comités d'usines et de fabriques ne peuvent pas remplacer les syndicats. Ils peuvent se grouper simplement au cours de la lutte dans les cadres d'entreprises particulières et d'ateliers. Ils peuvent créer ainsi un appareil général pour la conduite de la lutte, quoiqu'ils n'englobent pas les grandes masses ouvrières que les Comités de fabriques et d'usines seraient capables d'englober. Les Comités d'usines et de fabriques représentent une organisation libre et accessible à tous les ouvriers d'une entreprise donnée. La délimitation des fonctions des Comités d'usines et de fabriques et des syndicats sera le résultat du développement historique de la révolution sociale. Les syndicats organisent les masses ouvrières pour la lutte sur le terrain de revendications concernant l'augmentation des salaires et la diminution d'heures de travail. Les Comités d'usines et de fabriques sont organisés pour établir le contrôle des ouvriers sur la production ; ils englobent tous les ouvriers d'une entreprise donnée et leur lutte ne peut que peu à peu prendre un caractère national.

A mesure que les syndicats ouvriers réussissent à vaincre les tendances contre-révolutionnaires de la bureaucratie syndicale et à transformer leurs organisations en organes révolutionnaires, les Comités d'usines et de fabriques deviennent des noyaux des syndicats dans les entreprises.

3. Le groupement des Comités d'usines et de fabriques par branches d'industrie et leur lutte directe pour les intérêts de la classe ouvrière ne peuvent pas rester sans influence sur la structure actuelle d'un syndicat. Les syndicats ouvriers qui sont formés sur le principe du groupement par métier seront ébranlés par l'activité des Comités d'usines et de fabriques. Leur réorganisation en syndicats d'industrie sera considérablement précipitée.

4. Au fur et à mesure que les ouvriers révolutionnaires transforment les syndicats et les Comités d'usines en un arme puissante de la révolution sociale, ils préparent les organisations de masses aux grandes tâches qui leur incombent. Après l'établissement de la dictature du prolétariat, ces organisations seront appelées à créer une nouvelle économie sur les bases socialistes. Les syndicats, réorganisés suivant le principe du grou-

pement par industrie en s'appuyant sur les Comités d'usines et de fabriques, feront connaître aux masses ouvrières les tâches de production qu'elles sont appelées à remplir, prépareront les ouvriers capables de diriger les entreprises et attireront dans l'organe du contrôle des spécialistes techniciens. Ainsi, sous la direction générale du gouvernement ouvrier et d'accord avec les autres organisations économiques ouvrières, les syndicats seront capables de réaliser les principes essentiels de l'économie socialiste.

Les Comités d'usines et de fabriques doivent lutter pour les buts concrets suivants :

1. La cessation du chômage. Pour atteindre ce but, il est nécessaire :

a) De fixer exactement les possibilités de production, se rendre compte des disponibilités en matières premières et en autres matériaux nécessaires à la production ;

b) Se rendre compte de la main-d'œuvre existant dans les entreprises où il y a un manque de main-d'œuvre ouvrière ;

c) Assurer aux chômeurs des moyens d'existence en exigeant pour eux le maintien des salaires jusqu'au nouvel embauchage ; d'établir une liaison avec les organisations de consommation pour fixer les besoins des masses ouvrières et pour conformer la production à ces besoins.

2. L'organisation de la répartition du combustible nécessaire au fonctionnement des entreprises et l'assurance des moyens d'existence à la classe ouvrière.

3. Cessation de tout travail improductif, comme par exemple : fabrication d'armements, de munitions et d'objets de luxe.

4. Etablissement du contrôle sur les transports pour prévenir l'encombrement des chemins de fer par le transport d'objets non indispensables :

a) Interdiction de transport des matériaux de guerre ;

b) Interdiction d'exportation des capitaux ;

c) Interdiction d'exportation de moyens de production d'entreprises fermées ; interdiction d'exportation de produits alimentaires dans un but de spéculation. En premier lieu, on assure le transport de produits alimentaires et d'objets de large consommation : combustibles, matières premières, matériaux nécessaires pour la production et pour la population ouvrière.

5. Etablissement du contrôle financier pour se rendre compte des capitaux engagés dans les entreprises et de l'argent liquide de ces dernières. La surveillance des opérations bancaires et de toutes les opérations financières en général. Contrôle des banques.

6. Etablissement du contrôle sur l'approvisionnement et la répartition. On établira un contact étroit entre la population laborieuse de la ville et la campagne, surtout en ce qui concerne l'échange de marchandises. On fournira à l'industrie agricole les objets fabriqués et les matières premières.

7. L'organisation du contrôle pour l'établissement des prix maxima sur les produits industriels et agricoles dont la population laborieuse a besoin pour son existence.

8. L'établissement du contrôle sur l'importation et l'exportation :

a) En premier lieu, on doit assurer l'importation d'objets nécessaires pour l'alimentation de la population laborieuse et pour le fonctionnement régulier de la production ;

b) Interdiction d'importation d'objets de luxe ;

c) Interdiction d'exportation à l'étranger de produits alimentaires, de capitaux et des objets nécessaires à la production locale.

La Presse Communiste Russe

Nous reproduisons ci-dessous un article publié par le service de presse communiste allemande, qui nous paraît fort instructif pour nous.

Le Parti Communiste russe, avant et après sa victoire, a dû passer par les luttes les plus difficiles pour gagner à sa cause les masses ouvrières, pour que celles-ci ne perdent pas confiance en lui, du fait que ce furent elles qui, après la révolution victorieuse du mois d'octobre, eurent à supporter toutes les misères provenant de la guerre civile, et du chaos économique. Si le Parti Communiste a réussi dans cette tâche, c'est avant tout parce qu'il a su parler un langage que les masses pouvaient comprendre et qu'il n'a pas fait de la presse un instrument pour les masses ouvrières, mais bien l'instrument des masses ouvrières elles-mêmes.

Avant la Révolution d'Octobre, la presse communiste, qui ne disposait alors que de journaux de petit format, mais à grand tirage, avait pour principe de ne publier que des articles de peu d'étendue et rédigés dans les termes les plus simples, de manière à pouvoir être compris par tout ouvrier, quelque peu éduqué qu'il fût. Les grandes questions qui agitaient alors le monde : celle des moyens de mettre fin à la guerre mondiale, de l'expropriation des grands propriétaires fonciers, de la prise de possession de la terre par les paysans, du contrôle de la production par les Conseils ouvriers, et de la coalition politique des partis socialistes de droite avec les partis bourgeois, toutes ces questions étaient traitées dans l'organe central du Parti, la *Pravda*, et dans d'autres journaux bolchevistes, dans des articles politiques aussi concis que possible. On s'efforçait en même temps de donner, à l'appui de ces articles, une série de faits qui justifiaient le point de vue dont s'inspirait le Parti bolcheviste. En outre, les journaux publiaient des rapports d'un caractère très vivant, écrits par des ouvriers, qui n'étaient pas tous des communistes, et qui racontaient ce qu'ils avaient vu et appris dans les fabriques. Les rédacteurs se bornaient à y ajouter, de temps à autre, quelques lignes pour relever le sens de leur récit.

Dans la polémique contre les mencheviks, on n'hésitait pas à employer des expressions fortes, au risque de choquer les esprits délicats, on ne se perdait jamais dans les généralités et on avait toujours bien soin de citer des faits concrets et palpables.

Les journaux ne se refusaient pas à imprimer les lettres d'ouvriers conçues dans les termes les plus maladroits, de même que le Parti bolchevik a toujours insisté pour qu'on donnât dans les assemblées la parole à ses membres, même si les dons oratoires de ceux-ci étaient encore peu développés. Ils estimaient avec raison que la parole de chaque ouvrier révolutionnaire ne peut jamais manquer de produire certains effets qu'il faut savoir utiliser dans l'intérêt du mouvement. Le mouvement ne doit pas être confié aux seuls intellectuels ou à ceux qui possèdent des talents oratoires ou autres, mais c'est la masse des membres du parti qui doit le développer et l'étendre.

Rien d'étonnant donc à ce que les journaux bolchevistes, à cette époque, aient eu un aspect assez bigarré. A côté d'articles de Lénine, de Zinoviev, de Kameneff et d'autres chefs du parti, on trou-

vait des lettres d'ouvriers, de soldats, de paysans, de garçons de ferme et de femmes du prolétariat. On trouvait fréquemment aussi, dans les journaux, des poésies qu'avaient envoyées des ouvriers. Ces poèmes, il faut l'avouer, n'étaient pas toujours à la hauteur ; mais ils contenaient certains vers qui, par la vigueur du sentiment exprimé, agissaient plus sur l'esprit du lecteur que ne pouvait le faire tel article écrit dans un style parfait.

C'est ainsi que les journaux bolchevistes de ce temps savaient parler aux masses populaires. Et c'est par là que s'explique qu'ils étaient si généralement lus. Dans toute la Russie, dans les fabriques et aussi dans les campagnes, au front, chez les ouvriers, mais aussi chez les petits bourgeois, on retrouvait les petites feuilles bolchevistes. Les matelots, qui étaient les plus avancés, ne lisaient plus rien d'autre. Le ton clair, simple et rude de la presse communiste leur convenait parfaitement. Lorsqu'après les journées de juillet 1917, le gouvernement défendit à l'organe central du Parti bolcheviste de paraître, les masses s'en montrèrent fort mécontentes. Des ouvriers et des matelots firent la garde devant la rédaction et devant l'imprimerie du journal, et l'organe central put continuer à paraître sous leur protection, malgré la défense du gouvernement.

Voilà pour la première époque. Après la Révolution de Novembre, lorsque le Gouvernement des Soviets fut établi, le caractère de la presse communiste dut changer à certains égards.

Le format de la *Pravda* est aujourd'hui bien plus grand qu'il n'était alors. D'autre part, elle a perdu certains de ses collaborateurs, qui en ce moment ont des choses plus importantes à faire que d'écrire des articles. Les articles de Zinoviev sont devenus rares, et encore plus rares ceux de Lénine. Par contre, on peut lire le texte de leurs discours dans les soviets, dans les congrès, etc.

Néanmoins, bien que le parti ait besoin de toutes ses forces pour accomplir un travail positif dans l'Etat, il a fait tous ses efforts pour maintenir la presse à son niveau. C'est le citoyen Boukharine qui est le rédacteur en chef de la *Pravda*. Malheureusement, la *Pravda* ne peut paraître qu'à 200.000 exemplaires, le papier ne suffisant pas pour un tirage plus grand. En dehors des questions de la politique intérieure et extérieure, la plupart des articles sont consacrés au travail dans l'Etat, sous ses formes les plus variées. Les communistes, qui se livrent à une grande activité dans les institutions de l'Etat, se servent de la presse pour échanger le résultat de leurs expériences et pour trouver de meilleures méthodes de travail. D'autre part, on y trouve les critiques les plus sévères de tout ce qui laisse à désirer dans l'Etat et dans le parti.

En lisant certains articles de la *Pravda*, on pourrait croire qu'ils sont empruntés à un journal d'opposition. Il n'y a pas de gouvernement au monde qui, en toute publicité, ait exercé une critique aussi sévère sur lui-même que ne l'a fait le gouvernement communiste russe. Ceci n'est pas dû, comme voudraient le faire croire les mencheviks, à ce que le Parti Communiste ait commis plus de fautes qu'aucun autre parti gouvernemental au monde, mais à ce que les bolcheviks estiment qu'une critique sincère est la condition essentielle du progrès.

Mais pourquoi alors, demandera peut-être le menchevik, le Gouvernement des Soviets a-t-il interdit les journaux des autres partis ? La réponse est bien simple. Les communistes n'ont pas peur d'une critique objective. Ils veulent et doivent, dans l'intérêt de la classe ouvrière, et pour conserver ce que celle-ci a conquis, empêcher la contre-révolution de se créer des centres d'organisation. Or, un journal est, avant tout, fait pour former un centre d'organisation, et celui-ci, rassemblant les éléments dispersés de la contre-révolution, chercherait toujours à reconquérir ce qui a été perdu.

Mais ce qu'il y a de plus intéressant dans les journaux russes n'est peut-être pas la partie politique, mais bien l'information locale. Nous y trouvons, de même que dans l'ancienne *Pravda*, de nombreuses lettres d'ouvriers qui relatent des abus dans l'Etat et dans les fabriques, et qui font des propositions pratiques pour y remédier. Tout ce que nous lisons dans ces lettres prouve de quel besoin d'activité l'esprit des ouvriers est possédé et combien le sens critique et la conscience de leur valeur se sont éveillés en eux. S'il est vrai qu'on trouve encore beaucoup d'imperfections dans l'administration et qu'il arrive encore qu'un fonctionnaire au service des Soviets n'agit pas dans l'intérêt des ouvriers, aucun ouvrier ne saurait ignorer qu'il ne dépend que de lui de faire valoir ses intérêts dans tous les domaines ; aussi n'hésite-t-il pas à se mettre à l'œuvre.

Pour terminer, faisons encore remarquer l'ampleur et la diversité avec lesquelles la presse russe reflète toute la vie du parti. Les différents districts envoient à la *Pravda* des rapports sur l'ensemble du travail accompli par les organisations du parti. On y trouve des comptes-rendus de tout ce qui s'est fait dans les grandes villes et dans les campagnes, sur le nombre des membres du parti, sur les assemblées populaires, etc. De même, les journaux nous renseignent sur le nombre des écoles du parti et de leurs élèves. Il y a quelques mois, on pouvait fréquemment y lire des rapports sur la propagande politique dans l'Armée rouge.

En ce qui concerne la partie littéraire, on ne trouve pas, dans la *Pravda*, des romans, mais des esquisses, tirées des temps présents, si remplis d'héroïsmes et de souffrances. On y rapporte tout ce qui se passe au front, dans le village, dans la fabrique. Dans un numéro récent, un ouvrier du textile de Moscou, Serguieff, a publié une série d'articles sur le travail dans sa fabrique, qui sont d'une valeur artistique remarquable. Serguieff nous trace une peinture de la marche des machines, du mouvement des ouvriers à leur travail. Tout cela constitue non seulement une image vivante, mais encore éveille dans l'esprit des lecteurs l'amour du travail.

Quel est le profit que peut tirer la presse communiste des autres pays des descriptions que nous venons de donner ? Il semble avant tout nécessaire que tous les journaux communistes, à l'instar des journaux russes, parlent un langage qui soit celui d'un ouvrier et non celui d'un académicien. Les articles de deux ou trois colonnes doivent céder la place à des articles de moindre étendue. La partie critique, que les journaux russes ne se refusent pas à faire dans un Etat prolétarien, doit, cela va sans dire, former le contenu principal de la presse communiste des pays où règne encore le capitalisme. La société capitaliste et l'Etat bourgeois nous livrent à chaque moment les meilleurs arguments contre eux-mêmes. Ce serait une grave

faute que de vouloir se borner à attaquer le capitalisme et ces fantômes de démocraties que sont les Etats bourgeois modernes en s'en tenant aux généralités. Nous assistons journellement à des événements bien faits pour éveiller l'indignation chez nos lecteurs, et qui ne peuvent manquer d'éveiller en eux le désir de combattre. Mais, pour que cela puisse se faire, il est du devoir de tout communiste de faire vigilance et d'apporter à son journal tout ce qui peut contribuer à ouvrir les yeux du prolétariat. Ce n'est qu'ainsi que notre presse deviendra ce qu'elle doit être : un terrible acte d'accusation contre l'ordre existant, un centre de gravité pour toutes les énergies révolutionnaires.

La vie du parti, d'une si grande importance pour l'émancipation du prolétariat, doit être reflétée, dans toute sa diversité, par nos journaux. C'est le devoir des différentes fédérations et des citoyens dans les sections d'apporter des matériaux à la presse communiste. De même on devrait favoriser la production littéraire prolétarienne qui, en Russie, en grande partie, est l'œuvre des ouvriers eux-mêmes. Ne vaudrait-il pas mieux, par exemple, remplacer les romans et les nouvelles par des images tirées de la lutte des classes et par des récits d'ouvriers sur la guerre et la révolution ou les grèves ? Et ne sont-ce pas les ouvriers qui devraient tracer le portrait de leurs principaux adversaires, les chefs de la grande industrie, sous la dépendance desquels ils vivent ?

(Traduit par Alice Guillain.)

ERRATUM

Dans l'article de notre collaborateur L. Révo, intitulé : « Enseignement de Tactique », paru dans le numéro 39 du 15 septembre 1921, il faut lire : page 649, 2^e alinéa, 9^e ligne : ... dirigée sous des points de vue purement professionnels et apolitiques..., au lieu de politiques.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale
PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	14 »	16 »
12 mois	28 »	33 »

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à
René REYNAUD, 123, rue Montmartre, PARIS

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
123, rue Montmartre, Paris (2^e).
Georges Dangon, imprimeur